

Firefox menace la sécurité des Etats-Unis

MafiaaFire est une extension Firefox qui permet d'accéder à un site web dont l'adresse Internet a été interdite par les autorités américaines (en supprimant la correspondance au niveau du serveur DNS). En 2010, le Department of Homeland Security (DHS) avait «mis en quarantaine» [82 adresses](#). Les créateurs de MafiaaFire maintiennent une liste de correspondance avec des sites miroirs des services en question (comme cela fut le cas pour Wikileaks lorsqu'il a été [expulsé des serveurs d'Amazon](#)).

Une extension qui ne plait guère au DHS qui a demandé à Mozilla de supprimer l'application de son catalogue. Ce qu'a refusé l'éditeur de Firefox. Aux yeux de la fondation, la demande n'est pas fondée juridiquement et refuse en conséquence de céder sous la pression des autorités.

Harvey Anderson, vice-président de Mozilla et avocat de l'éditeur, explique que « *notre approche consiste à se conformer aux ordonnances des tribunaux et mandats juridiques, mais dans ce cas il n'y avait pas l'ordonnance du tribunal* ». Et d'interroger le DHS pour savoir si MafiaaFire était considéré comme une application illégale, si Mozilla était légalement obligé de désactiver l'extension ou bien la requête s'appuie-t-elle sur d'autres motivations et si les autorités pouvaient fournir l'ordonnance de saisie à la fondation. Au 5 mai, date d'édition du billet de Harvey Anderson, Mozilla n'a reçu aucune réponse.

« *Une des questions fondamentales est ici dans quelles conditions les intermédiaires accèdent aux demandes des gouvernements qui ont tendance à censurer et peuvent menacer l'Internet ouvert, explique l'avocat de Mozilla. Dans le cas présent, **la demande sous-jacente provient d'un ayant-droit** qui exprime le désir légitime de lutter contre le piratage.* » Autrement dit, c'est la demande de censure au service d'intérêts privés qui gêne Mozilla. D'où la réaction, tout aussi légitime, de la fondation d'exiger une injonction en parfaite et due forme judiciaire pour s'exécuter. En attendant, la démarche du DHS risque de provoquer l'effet inverse de par la publicité faite autour de MafiaaFire.